

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE
DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE D'ACCÈS, ANTI-
INTRUSION ET VIDÉO SURVEILLANCE
POUR LES SITES DU CONSERVATOIRE DES ARTS ET
MÉTIERS (Cnam)
(3 lots)**

CCAP N° 25-008

Conservatoire national des arts et métiers

292 Rue Saint Martin
75141 PARIS CEDEX 03

Table des matières

Préambule	3
1. Dispositions générales du marché	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Décomposition du marché	3
1.3 Clause de réexamen	4
1.4 Réalisation de prestations similaires	4
2. Pièces contractuelles	4
3. Forme et durée du marché	5
3.1 Forme du marché	5
3.2 Durée du marché	5
3.3 Reconduction	5
4. Prix	5
4.1 Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2 Modalités de variation des prix	6
4.3 Clause de sauvegarde	6
4.4 Suspension	7
5. Garanties Financières	7
6. Avance	7
7. Modalités de règlement des comptes	7
7.1 Partie forfaitaire	7
7.2 Partie unitaire	7
7.3 Acomptes et paiements partiels définitifs	7
7.4 Présentation des demandes de paiement	7
7.5 Délai global de paiement	8
7.6 Paiement des cotraitants	8
7.7 Paiement des sous-traitants	9
8. Conditions d'exécution des prestations	9
8.1 Généralités	9
8.2 Mesures d'ordre social	9
8.3 Obligation de résultat	9
8.4 Suivi du marché	9
8.5 Qualification du personnel	9
8.6 Conditions d'exécution des prestations	10
8.6.1. Conditions particulières d'exécution	10
8.6.2. Santé et sécurité	10
9. Constatation de l'exécution des prestations et réception	11
9.1 Vérifications	11
9.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet	11
10. Garantie des prestations	11
11. Pénalités	11
11.1 Généralités	11
11.2 Pénalités de retard	12
11.3 Exactitude des rapports de visite	12
11.4 Annulation d'une visite périodique	12
11.5 Non-respect du cahier des clauses techniques particulières	12
11.6 Non-respect des mesures de sécurité	12
11.7 Autres pénalités spécifiques	13
12. Assurances	13
13. Résiliation du marché	13
13.1 Conditions de résiliation	13
13.2 Résiliation anticipée	13
13.3 Redressement ou liquidation judiciaire	14
14. Règlement des litiges	14
15. Dérogations	15

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

La procédure de consultation utilisée est la procédure formalisée d'appel d'offre ouvert.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique (ci-après CCP).

1. Dispositions générales du marché

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la maintenance préventive et curative, pour les systèmes de contrôle d'accès et la serrurerie associée, vidéo surveillance, interphones, alarme intrusion et les logiciels de supervision associés des systèmes en place sur les sites, du Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam).

Les prestations attendues sont listées dans les différentes pièces techniques et notamment les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) joints à la présente procédure.

Lieux d'exécution :

Lieu	Adresse	Superficie	ERP	Site classé	Contrôle d'accès/interphonie	Anti-intrusion	Vidéo
Paris							
CNAM Saint Martin	292, rue Saint Martin – Paris 3 ^{ème}	48.000 m2	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
CNAM Montgolfier	2, rue Conté – Paris 3 ^{ème}	30.555 m2	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
CNAM INETOP	41, rue Gay Lussac – Paris 5 ^{ème}	5.250 m2	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
ENTREPÔT CALBERSON N°1	3 Boulevard NEY 75018 PARIS	N.C	Non	Non	Non	Oui	Non
ENTREPÔT CALBERSON N°2	9 Boulevard NEY 75018 PARIS	N.C	Non	Non	Non	Oui	Non
Saint-Cyr-l'Ecole							
CNAM IAT St-Cyr	15, rue Marat – 78210 Saint-Cyr l'École	11.802 m2	Non	Non	Oui (interphonie)	Non	Non
Saint Denis							
Réserves du Musée des arts et métiers	218, avenue du Président Wilson – 93210 Saint Denis	7.842 m2	Non	Non	Oui (interphonie)	Oui	Oui
CNAM LANDY Bat A, B et C	61 rue du Landy – 93210 Saint-Denis	15.935 m2	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
CNAM Synergie	ZAC Montjoie – 10, rue de la Procession – 93210 Saint Denis	3 550 m2	Oui	Non	Oui	Oui	Oui

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) permet de décrire en détails les prestations à exécuter pour le présent marché.

1.2 Décomposition du marché

Le présent marché est décomposé en trois lots.

- Lot 1 : Contrôle d'accès et interphonie
- Lot 2 : Alarme intrusion

- Lot 3 : Vidéosurveillance

Le contenu et l'étendue des prestations sont définis dans les pièces du présent marché. Chaque lot fait l'objet d'un marché.

1.3 Clause de réexamen

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L.2194-1 à L.2194-2 et R.2194-1 à R.2194-10 du CCP.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché ;
- En cas d'évolution, notamment des fournitures, pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public s'agissant notamment de l'évolution du parc des extincteurs en nombre ou en situation ;
- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. À ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de prestations supplémentaires.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent article, les stipulations de l'article 25 du CCAG-FCS s'appliqueront.

1.4 Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R.2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Concernant les pièces générales (CCAG), les pièces contractuelles sont les documents en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 4.

Les conditions générales de vente du titulaire ne s'appliquent pas au présent marché.

3. Forme et durée du marché

3.1 Forme du marché

Le présent contrat est un accord-cadre mixte, mono-attributaire, composé d'une partie forfaitaire et d'une partie à bons de commande passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-14 du CCP, sans minimum, avec un maximum de :

- Pour le lot 1 (montant global sur 4 ans) : 195.000 € TTC
- Pour le lot 2 : (montant global sur 4 ans) 114.000 € TTC
- Pour le lot 3 : (montant global sur 4 ans) : 331.000 € TTC

3.2 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché.

Le marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an.

3.3 Reconduction

Le marché est renouvelable trois (3) fois, par période successive d'un (1) an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le marché sera reconduit automatiquement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4. Prix

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et par des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement, auquel sont annexés la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU).

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Les prix du marché sont établis hors TVA et comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG-FCS.

Le taux de TVA est celui en vigueur au jour de la signature du marché. Il sera tenu compte des augmentations ou diminutions réglementaires, de même que des créations ou suppressions de taxes survenant pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le forfait est réputé comprendre toutes les prestations nécessaires à la complète exécution du marché, qu'elles soient décrites ou non dans les pièces contractuelles. Les bons de commande précisent les prestations à effectuer. Le CCTP donne les précisions utiles sur les sujétions et prestations qui sont aussi comprises dans les prix du marché.

Les réunions organisées avec le pouvoir adjudicateur ne donnent pas lieu à facturation.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation seront à la charge du titulaire.

a) Prestations forfaitaires

Les prestations indiquées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement, sont réglés par un prix forfaitaire.

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le forfait est réputé comprendre tous les travaux nécessaires à la complète exécution des prestations, qu'ils soient décrits ou non dans les pièces contractuelles.

b) Prestations sur bordereau de prix unitaires

Les prestations indiquées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement, sont réglées selon un prix unitaire appliqué aux quantités réellement consommées. Les bons de commande précisent la nature des prestations à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter.

Prix des prestations ne figurant pas au bordereau des prix unitaires :

Les devis complémentaires ne peuvent donner lieu à présentation d'offres supérieures à 3 % au prix moyen du marché économique (c'est-à-dire la moyenne des prix constatés par le pôle télécommunications et systèmes de sécurisation du Cnam auprès d'autres opérateurs économiques), auquel cas le Cnam se réserve la possibilité de commander auprès d'un autre prestataire.

Admission du devis relatif aux prestations mentionnées dans le BPU :

Le devis relatif aux prestations mentionnées dans le BPU devra faire l'objet d'une validation par le chef du Pôle télécommunications et systèmes de sécurisation du Conservatoire National des Arts et Métiers.

Le Cnam dispose de 72h maximum (hors jours fériés et week-ends) pour valider ce devis.

4.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ", soit le mois d'octobre 2025.

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

Le prix (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \times B_1 / B_0$$

P = nouveau prix de règlement,

P₀ = prix initial,

B₁ = dernier indice BtoB connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

B₀ = indice BtoB connu le jour de la date limite de réception des offres

L'indice BtoB retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.20 – Services de contrôle et analyses techniques – Base 2021 – Identifiant 010766587 publié sur le site de l'INSEE. Cet indice est disponible sur internet, à l'adresse suivante <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766587>

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. À défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

4.3 Clause de sauvegarde

Les prix du marché ne pourront pas subir une augmentation de plus de 4% l'an, sauf dispositions législatives ou réglementaires.

Si la révision aboutit à une majoration de plus de 4% des prix du marché, les parties s'engagent à négocier en application de l'article 1.3 du présent CCAP afin de trouver un accord.

En cas de désaccord persistant, le Cnam pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

4.4 Suspension

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à contrôle feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée du contrat, le client pourra demander au prestataire de suspendre l'exécution des prestations de contrôle devenues alors sans objet. Les opérations de contrôle non exécutées ne seront pas facturées.

5. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6. Avance

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L. 2191-2 à L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

7. Modalités de règlement des comptes

A l'exception des prestations urgentes dument spécifiées comme telles par le pouvoir adjudicateur, aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du Cnam. Dans le cas où la prestation serait exécutée par le titulaire malgré l'absence de bon de commande, la prestation ne sera pas payée, et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire contre le Cnam.

7.1 Partie forfaitaire

Les prestations forfaitaires sont réglées à terme échu, et sur présentation d'une facture, dans la limite du forfait porté à l'acte d'engagement.

Conformément aux stipulations de l'article 1.3 du présent CCAP, des prestations récurrentes qui n'auraient pas été prévues initialement pourront être intégrées dans la DPGF. Cette modification ne pourra néanmoins avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché.

7.2 Partie unitaire

Les prestations non incluses dans le forfait sont réglées par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter (application de prix horaire de la main d'œuvre horaire normal ou de nuit).

Les conditions souscrites par le titulaire tiennent comptent des déplacements éventuels.

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

7.3 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Les paiements sont effectués après la remise des études dans les conditions fixées par le présent CCAP.

7.4 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et seront établies en un (1) original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;

- Le numéro du marché ;
 - Le numéro du compte bancaire ou postal ;
 - La date d'exécution des prestations ;
 - Le montant des prestations admises, établi conformément à la DPGF, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
 - Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
 - Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
 - La date de facturation.
 - En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.
- Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Les factures sont toutes adressées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017
- Le centre financier 4DGS07 qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.
- Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus.pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.5 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date d'admission des prestations ;
- Date de réception des factures correctement établies.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le comptable, il ne comprend pas les délais bancaires.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€ (quarante euros).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

7.6 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.7 Paiement des sous-traitants

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au Cnam, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 7.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

8. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, en particulier celles précisées par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

8.1 Généralités

Comme indiqué à l'article 1.1 du présent CCAP, le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique quel que soit le site géographique, en charge des questions organisationnelles et financières du présent marché. En cas d'empêchement ou de remplacement du responsable en cours de marché, le titulaire en avisera sans délai le Cnam et lui indiquera ses coordonnées.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

8.2 Mesures d'ordre social

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix des prestations.

Le personnel du titulaire porte sur sa veste l'écusson de l'entreprise, ainsi que son nom et sa fonction ou qualification.

Il doit être équipé de chaussures de sécurité, de gants ou tout autre EPI nécessaire à l'exécution du contrôle dans les conditions de sécurité optimales. Il doit être formé et compétent ; pour les prestations demandant une qualification particulière, seuls les agents la possédant sont autorisés à l'exécuter.

Le Cnam renverra les agents qui ne rempliront pas ces conditions.

8.3 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Il doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences des intervenants chargés des différentes actions de la prestation. Il doit veiller au bon avancement des prestations. Il doit alerter le Cnam de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

Au titre de cette obligation, il est tenu :

- De se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs ;
- De maintenir en tout temps un nombre suffisant de personnels sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant ;
- D'avoir toujours en suffisance tous les matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, le Cnam peut mettre en demeure le titulaire, sous peine de résiliation du marché, de prendre les mesures nécessaires pour rattraper son retard.

8.4 Suivi du marché

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la conformité de la prestation avec les prescriptions techniques.

8.5 Qualification du personnel

Le titulaire fournit au Cnam, au début du marché et pendant toute la durée de celui-ci, la liste nominative du personnel participant à l'exécution de la prestation, en y précisant les titres et qualifications de chacun. Le Cnam pourra refuser les agents n'apparaissant pas sur la liste.

8.6 Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire exécute les prestations selon les prescriptions définies au CCTP.

8.6.1. Conditions particulières d'exécution

a) Conditions d'exécution des contrôles

Les visites de contrôle feront l'objet d'un planning fourni dans le cadre du marché qui engage les deux parties.

Un rappel des dates et heures de visite de vérification sera envoyé avec un préavis de quinze jours pour chaque visite.

Si l'une des parties désire déplacer une visite, elle en informera l'autre au moins 48h avant la date prévue.

Le report d'une visite doit être dûment justifié et rester exceptionnel.

b) Fonctionnement des services :

Le titulaire supporte, sans pouvoir demander aucune indemnité, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou l'exploitation du site dans lequel s'effectue les prestations, et prend à sa charge toutes les mesures qui lui sont prescrites pour ne pas gêner les services.

c) Confidentialité :

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu, d'une façon générale, à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du Cnam.

Par ailleurs, le Cnam pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le Cnam s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire que le Cnam recevrait de celui-ci.

d) Lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Cnam et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

8.6.2. Santé et sécurité

a) Généralités

Les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure sont applicables.

Le titulaire et le Cnam procèdent avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de préventions envisagées. Le titulaire est tenu aux mêmes obligations avec ses sous-traitants.

b) Autorité du Cnam

Le Cnam veille à ce que les principes généraux de prévention définis par l'article L4531-1 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Cnam doit prendre toutes mesures nécessaires pour supprimer le danger. À ce titre, il se réserve le droit de suspendre immédiatement un contrôle qu'il juge inadapté à la sécurité élémentaire, ou l'activité d'un salarié qui ne respecte pas les prescriptions élémentaires de sécurité (sobriété, port de chaussures de sécurité, port de vêtements et appareils de protection - gants, etc., conformes à la réglementation).

c) Autres mesures afférentes à la sécurité

Le personnel du titulaire reste en permanence sous son autorité et sa surveillance exclusive ; le titulaire est responsable des accidents ou des vols survenant par le fait de son personnel, ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du Cnam, les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Les prestations doivent apporter une perturbation minimale à l'exploitation des bâtiments environnants, et de manière générale, les personnels du titulaire sont soumis au règlement intérieur du Cnam et ne doivent pénétrer que dans les locaux mis à leur disposition ou dans ceux où les prestations sont exécutées. Une importance particulière doit être apportée à la protection contre les accidents matériels et de personnes. Le titulaire est également responsable de son matériel qui doit être utilisé conformément aux prescriptions du fabricant ou du constructeur.

9. Constatation de l'exécution des prestations et réception

9.1 Vérifications

Les opérations de vérification se dérouleront conformément aux stipulations des articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Le délai maximal dans lequel le Cnam procède aux opérations de vérification est fixé à quinze (15) jours à compter de la date à partir de laquelle le titulaire a avisé le pouvoir adjudicateur qu'il pouvait effectuer ces vérifications.

9.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 30 précité, la décision est prise dès la fin d'exécution des prestations.

La réception est prononcée par le Pôle télécommunications et systèmes de sécurisation après achèvement des prestations.

10. Garantie des prestations

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux d'installation, sont d'une durée de :

- Un (1) an pour la garantie de parfait achèvement des travaux d'installation (article 33 du CCAG- FCS)
- Deux (2) ans pour la garantie de vices cachés (articles 1641 à 1649 du Code civil)

11. Pénalités

11.1 Généralités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les retards et manquements sont appréciés pour chaque prestation indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité si le retard est imputable au Cnam.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire. La TVA ne s'applique pas aux pénalités. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et déduites de la ou des factures soumises aux paiements. Si en dépit des pénalités appliquées par le Cnam le titulaire ne corrige pas ses prestations, le Cnam peut soit continuer à appliquer les pénalités contractuelles ci-dessous mentionnées, soit rompre le marché sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation au 14.1.3 du CCAG- FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

11.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **200,00 €** (deux cent euros) par jour ouvré.

L'entreprise titulaire doit tout mettre en œuvre pour régulariser la non-conformité dans les délais impartis par le calendrier prévisionnel sans contrepartie financière.

Chaque jour de retard entamé est dû.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire.

11.3 Exactitude des rapports de visite

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS, si les rapports de visites comportent des informations inexactes, imprécises, incomplètes, un premier rappel sera effectué au titulaire pour qu'il corrige les erreurs relevées.

Le titulaire disposera d'un délai pouvant aller jusqu'à 72 heures, à compter de la transmission du rappel, pour procéder aux corrections.

Au terme de ce délai, si le rapport de visite n'est pas transmis ou présente toujours des anomalies, par dérogation aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS, le Cnam se réserve le droit d'appliquer une pénalité journalière de **100,00 €** (cent euros). Cette pénalité journalière est portée à **150,00 €** (cent cinquante euros) lorsque le retard dépasse sept (7) jours calendaires (hors jours fériés et week-ends).

11.4 Annulation d'une visite périodique

En cas de visite périodique non effectuée, le Cnam se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 100,00 € (cent euros) HT par manquement.

Si l'intervention est annulée moins de 48 heures avant la date à laquelle elle était programmée, sans qu'une nouvelle date ne soit immédiatement proposée en remplacement, une pénalité d'un montant de **125 €** (cent vingt-cinq euros) par jour ouvré de retard sera appliquée.

Après un délai de sept (7) jours ouvrés, cette pénalité sera portée à **250 €** (deux cent cinquante euros) par manquement et par jour ouvré si une nouvelle date d'intervention n'est pas fixée ou proposée.

Si l'annulation de l'intervention incombe au Cnam ou si une nouvelle intervention ne peut être programmée du fait du Cnam, sans justification, les pénalités ne seront pas appliquées.

11.5 Non-respect du cahier des clauses techniques particulières

Sans préjudice des frais de réparation et dommages et intérêts dus par le titulaire suite à l'inobservation des prescriptions du CCTP ou du CCAP, notamment en matière de bonne exécution des prestations, l'infraction aux dites prescriptions entraîneront, du simple fait de leur constatation par l'acheteur ou le représentant de l'acheteur, l'application de pénalités d'un montant de **250,00 €** (deux cent cinquante euros) par infraction et par jour calendaire.

Après un délai de cinq (5) jours ouvrés, cette pénalité est portée à **300,00 €** (trois cent euros) par manquement et par jour ouvré, si en correction, il n'est pas délivré une ou des prestations conformes aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

11.6– Non-respect des mesures de sécurité

En cas de non-respect des règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, le Cnam appliquera, sur la demande d'acompte, une pénalité forfaitaire définitive de 1 000 euros HT (mille euros hors taxes) par infraction constatée.

Une pénalité de 200.00€ par jour sera appliquée au titulaire du présent marché pour non remise du PPSPS.

En cas d'arrêt de chantier dû à des carences du titulaire en matière de sécurité, d'hygiène et de signalisation, les conséquences de délai et les conséquences financières en résultant seront à la seule charge du titulaire.

11.7 Autres pénalités spécifiques

Travail dissimulé : Tout cocontractant qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail peut se voir infliger des pénalités. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.

Vie sociale de la société : Du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de **150,00 €** (cent cinquante euros) par manquement et le remboursement des frais postaux impliqués.

En cas de récidive, cette pénalité est portée à **300,00 €** (trois cent euros) par manquement.

12. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG- FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc, en particulier, contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;

13. Résiliation du marché

13.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 Résiliation anticipée

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après une (1) mise en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

13.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14. Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'État (articles L. 2197-1 à L. 2197-7 et R. 2197-1 à R. 2197-25 du code de la commande publique).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télé doc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.87.17.17
Télécopieur : 01.44.97.33.99
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy,
75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr

15. Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG-FCS,
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS ;
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS ;
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG--FCS.